

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1050

VENDREDI 23 MAI 2014

Dispensé de timbrage BREST CTC

Martin Schulz, notre candidat

« Le prochain président de la commission européenne est dans cette salle... et c'est lui qui vous parle », a répondu Martin Schulz, le 15 mai, lors du débat organisé au Parlement européen, avec les cinq candidats déclarés à la présidence de la commission européenne.



Martin Schulz à Brest, le 13 mai

Il répondait ainsi à la question « Les électeurs Européens sont-ils certains que le prochain président de la commission sera l'un des cinq candidats désignés par les groupes du Parlement européen (PSE, PPE, Libéraux, Verts et GUE)? ».

Pour Martin Schulz, qui est le président du Parlement, la question ne se pose même pas. Compte tenu du traité de Lisbonne, si les chefs d'État et de gouvernement tentaient de présenter quelqu'un d'autre, les eurodéputés refuseraient de lui accorder leur confiance.

Et c'est bien cette notion de confiance que le candidat du PSE a, tout au long du débat, mis en avant.

Mais cette question en dit long sur le degré de confiance que portent les citoyens aux institutions européennes. Voilà le résultat d'un mandat de droite. Le Parlement est dominé par le groupe PPE et la commission présidée par le conservateur portugais, Manuel Barroso.

Le débat télévisé entre les différents candidats a permis de bien voir de quel côté sont les conservateurs frileux qui veulent que rien ne change, comme Jean-Claude Juncker, et les vrais Européens qui portent une vraie ambition.

L'ancien premier ministre luxembourgeois a bien annoncé la couleur durant ce débat : il ne faut surtout pas compter sur lui pour que l'Europe investisse.

En revanche, Martin Schulz, grand gagnant de ce débat télévisé, selon tous les observateurs de la politique européenne, saura trouver un équilibre entre maîtrise des comptes publics et les investissements dans les secteurs d'avenir, en particulier pour l'éducation et la jeunesse. Mais aussi pour permettre la transition énergétique, indispensable pour notre continent. Car, Martin Schulz ne veut pas devenir président de la commission européenne pour inaugurer les chrysanthèmes mais pour agir et, en premier lieu, pour les jeunes. **« Il y a actuellement 27 millions de chômeurs dans l'Union Européenne, dont 6 millions de jeunes »,** a-t-il répété à plusieurs reprises.

Avec l'ancienne majorité, les contribuables payaient pour les spéculateurs et subissaient les conséquences d'une crise dont ils n'étaient absolument pas responsables. Pour changer la donne il faut une nouvelle orientation pour la commission qui seule, dispose du monopole de l'initiative législative. C'est tout le sens de la candidature de Martin Schulz.



La paix

L'Europe c'est la paix. Après le second conflit mondial, tirant les leçons de l'entre-deux-guerres, les nations européennes se sont engagées dans une politique de coopération, dans le secteur du charbon et de l'acier d'abord, mais aussi de l'agriculture. Qui peut nier que cette coopération a permis d'empêcher le recours à la guerre ? Pourtant, durant cette campagne, aux marges de la droite, on commence à entendre un discours visant à nier le rôle pacificateur de l'Union européenne. Cette stratégie vise à saper les fondements même de la construction européenne pour mieux revenir aux nationalismes qui, comme le disait François Mitterrand, mènent à la guerre.

PS29

Chiffre de la semaine

764 millions

C'est le montant des recettes fiscales supplémentaires récupérées par l'administration fiscale auprès des contribuables français qui avaient transféré leur fortune en Suisse en quatre mois. Cet argent servira à réduire l'impôt des plus modestes.

Le candidat de l'Europe sociale

Le déplacement de Martin Schulz dans le Finistère était placé sous le signe de l'Europe sociale.



Martin Schulz à Lampaul-Guimiliau

Et c'est naturellement à Lampaul-Guimiliau qu'il s'est rendu pour rencontrer les ex-salariés de l'abattoir Gad en compagnie des candidats de la liste *Choisir notre Europe*, Isabelle Thomas, Marc Coatanéa et Annaïg Le Moël Raflik, mais aussi les parlementaires Chantal Guittet, Gwenegan Bui et Jean-Luc Fichet.

«**Je suis ici d'abord pour vous écouter et ensuite pour vous présenter mes propositions**», a-t-il annoncé à la centaine de personnes présentes à la salle de la Tannerie.

«**Votre histoire ne nous a pas laissés indifférents**», a-t-il souligné. Si le SPD a réussi à imposer la création d'un salaire minimum en Allemagne, c'est, notamment, pour éviter la concurrence déloyale entre les pays de l'Union. Martin

Schulz est élu d'une commune proche des frontières belges et hollandaises. «**Je connais parfaitement la problématique des travailleurs détachés et je vois bien comment les patrons cherchent à toujours tirer les salaires et les normes sociales vers le bas**», a-t-il indiqué aux ex-salariés de Gad.

Jusqu'à présent, l'Union européenne a laissé les patrons voyous détourner la directive sur les travailleurs détachés. Elle a laissé se développer un véritable esclavage moderne avec des salariés payés 2,5 euros de l'heure, obligés de payer le loyer de logements indignes.

«Je suis pour un salaire minimum dans les pays de l'Union.»

«**Si je suis élu président de la commission, je demanderai la mise en place, dans chaque état membre, d'un salaire minimum**», s'est engagé le candidat du PSE. Le montant de ce salaire minimum ne sera pas identique dans toute l'Union européenne mais sera calculé en fonction du PIB de chaque état membre.

En plus de la lutte contre le dumping au sein de l'Union, Martin Schulz a plaidé pour une meilleure défense de l'emploi européen face à ses concurrents extérieurs. «**Tout le monde veut s'implanter sur le marché européen, mais alors, Chinois ou Américains doivent respecter les mêmes**

standards sociaux ou environnementaux que nous».

À Brest, devant près de 200 personnes, Martin Schulz a également défendu cette Europe sociale. La construction européenne est un événement unique dans l'Histoire de l'Humanité. Or aujourd'hui, la crise sape les fondements mêmes de l'accord des citoyens pour une Europe de la paix et de la prospérité. Les inégalités sociales, accentuées par l'immobilisme de la majorité de droite en Europe risque d'avoir des conséquences dramatiques. Déjà les nationalistes de tous les pays jettent de l'huile sur le feu pour casser l'Union européenne.



Devant la fac de Brest, avec les socialistes

«**Je ne me résous pas à laisser cette magnifique aventure que constitue la construction européenne être détruite par l'immobilisme d'une droite égoïste, plus préoccupée par les banques que par le bien-être des citoyens**», a affirmé Martin Schulz.

L'Europe de la mer



C'est au technopôle de Brest Iroise, à Plouzané sur le site d'IFREMER, que Martin Schulz a rencontré les chercheurs et les professionnels de la pêche qui font vivre au quotidien l'Europe de la mer. La plupart des programmes de recherches sont d'ailleurs européens et des chercheurs de l'Université de Stuttgart coopèrent régulièrement avec leurs homologues finistériens.

Le travail de recherche effectué par les ingénieurs de l'IFREMER a des répercussions très concrètes pour tous les usagers de la mer et du littoral et, en particulier, les pêcheurs.

D'ailleurs, Martin Schulz et Isabelle Thomas ont rencontré une délégation du comité régional des pêches. «**Nous vous demandons, si vous devenez président de la commission européenne, de nommer un ou une commissaire pro-pêche**», ont insisté les membres de cette délégation qui ont le sentiment que certaines ONG environnementales ont dicté à la commission ses décisions. «**Mais, en lien avec les scientifiques nous avons réalisé de gros efforts pour sauvegarder des espèces de poissons**», ont insisté les représentants de la profession.

L'interdiction de renouvellement de la flotte constitue également pour eux une aberration. Pour la sécurité des marins et l'approvisionnement de l'Europe en produits de la mer. En effet l'Union européenne importe 60% de sa consommation de poissons et de crustacés.

Isabelle Thomas, spécialiste de la politique des pêches, se bat régulièrement au Parlement européen pour faire comprendre à ses interlocuteurs que le développement durable possède trois piliers : économique, social et environnemental. Mais qu'en aucun cas les pêcheurs seraient assez stupides pour mettre en danger, par la surpêche, le stock de poissons qui leur permet de pratiquer leur métier.

Pour Martin Schulz, les ONG peuvent avoir une influence dans les prises de décisions mais leur puissance et les moyens dont elles disposent sont bien moins importants que ceux des grands groupes industriels ou financiers. Cependant, il convient de permettre aux pêcheurs européens, en particulier aux artisans, de mener leur activité. Cela passe par une réglementation qui leur soit favorable mais aussi par une plus grande motivation de la part des banques, qui, trop souvent, ne jouent pas leur rôle auprès des PME.

En campagne avec la SchulzThomasmobile

Dans une circonscription aussi étendue que celle de l'Ouest, qui comprend la Bretagne, les Pays de la Loire et le Poitou Charente, qui va de Brest au Mans et du Mont Saint-Michel à l'embouchure de la Garonne, il est indispensable de disposer d'un véhicule aux couleurs de la liste **Choisir notre Europe pour être vu des électeurs. C'est d'autant plus important si les électeurs ont le choix entre plus de 20 listes.**

« Nous avons repeint un fourgon, qui servait auparavant sur les marchés, aux couleurs de la campagne », explique Isabelle Thomas, tête de liste dans la circonscription Ouest.

Entre le 13 et le 17 mai, conduit par des militants du city group de Quimper, le fourgon, aux couleurs de la liste **Choisir notre Europe**, a sillonné les routes du Finistère, de Brest à Quimper en passant par Quimper.

« C'est très utile de pouvoir disposer de ce véhicule », témoigne Marine Boulakhras, militante du city group de Quimper. D'abord, il est très visible et attire l'attention des électeurs. Ensuite, il permet de transporter partout tracts et affiches, et enfin, il constitue une opportunité pour engager des conversations avec des électeurs intéressés par l'enjeu des Européennes. Ou alors totalement ignorants de la manière dont sont élus les députés

européens. La présence d'une vingtaine de listes perturbe les électeurs. « Il faut, plus que d'habitude faire preuve de pédagogie, durant cette campagne », explique Marine Boulakhras. « Mais nous sommes tout de même agréablement surpris, en allant vers les électeurs de constater qu'ils ont entendu parler de Martin Schulz », se félicite Marion Maury qui, avec les socialistes brestois, est allée à la rencontre des électeurs.

L'autre manière de surmonter les difficultés liées à l'étendue de la circonscription (1/6^e du territoire métropolitain) consiste à utiliser internet et surtout les réseaux sociaux pour faire passer les propositions du PSE et montrer la mobilisation des candidats et de tous les socialistes.

Alors que la droite est débordée par les eurosceptiques, les socialistes sont présents sur le terrain et sur internet pour convaincre les électeurs qu'il est nécessaire, le 25 mai, de voter pour la liste menée par Isabelle Thomas, afin de réorienter l'Europe.



Mobilisés pour Isabelle Thomas et Martin Schulz

L'invité de la semaine

Rwanda : vers la réconciliation

Marie Récalde

À l'occasion de la commémoration du génocide rwandais, Paul Kagamé a violemment dénoncé l'attitude de la France. Des propos injustes, dénoncés par la présidente du groupe d'amitié franco-rwandais, la députée socialiste de Gironde, Marie Récalde, qui milite en faveur de la réconciliation entre nos deux pays.

Cap Finistère : Vous attendiez-vous à une attitude aussi intransigeante de la part du Président Kagamé ?

Marie Récalde : Non, car beaucoup de chemin avait été parcouru vers la réconciliation depuis 2010. J'avais d'ailleurs reçu très récemment l'ambassadeur du Rwanda à Paris, dans le cadre de mes fonctions de présidente du groupe d'amitié. Rien ne laissait présager que le Président Kagamé tiendrait de tels propos à l'égard de nos soldats et à la veille des commémorations, auxquelles je devais accompagner la Garde des Sceaux, Christiane Taubira.

Cap Finistère : Toute la lumière a-t-elle été faite sur les responsabilités de chacun dans le génocide des tutsis ?

Marie Récalde : La France agissait à l'époque dans un contexte et une culture politique qui n'existent plus aujourd'hui. Néanmoins, on ne peut pas ternir sa position d'alors, car c'est elle qui a présidé aux accords d'Arusha pour permettre la réinsertion des réfugiés tutsis au Rwanda, avant le génocide. Et lorsque les massacres ont commencé, la France était bien seule sur la scène internationale pour réclamer une intervention sous l'égide de l'ONU.

Le travail de mémoire et de vérité a, lui aussi, été bien plus loin que dans tous les autres pays et organisations que vous citez : notre pays a autorisé la déclassification de très nombreux documents, près de 3500, et la commission d'information parlementaire, présidée par Paul Quilès, a elle aussi mené un travail de fond et sans concession. Nous sommes le seul pays à avoir produit un tel travail et à avoir affronté tant de questionnements.

Cap Finistère : Comment voyez-vous l'avenir des relations franco-rwandaïses ?

Marie Récalde : Aujourd'hui nos relations diplomatiques sont, hélas, au bord de la rupture, et je fais partie des responsables politiques qui ne transigent pas avec l'honneur de nos soldats. Je rappelle qu'ils n'étaient que 2500 sur le terrain, en infériorité numérique majeure et avec des moyens limités.

J'espère pourtant que nous reprendrons le chemin de la réconciliation. Le Rwanda a énormément changé depuis 1994. Le pays s'est redressé économiquement et démographiquement. Son taux de croissance de 8% fait rêver bien des pays européens ! Même si la démocratie y est encore fragile, l'alternance y viendra aussi, tôt ou tard, les hommes changeront et je crois que notre intelligence collective nous permettra de dépasser ces tensions.



Agenda

25 mai

Élections européennes.

18 juin

Vote en sections pour la liste aux Sénatoriales.

En bref

Appel à candidature pour les élections sénatoriales



Les adhérents du Parti Socialiste voteront le 18 juin. L'appel à candidature commencera le 27 mai et prendra fin le 4 juin. Les candidatures doivent être adressées au secrétariat de la Fédération et au secrétariat national aux élections.

Le 5 juin, le bureau fédéral enregistra les candidatures et élaborera une liste. Le 6 juin elle sera soumise au vote du Conseil fédéral. Tout membre du Conseil fédéral peut proposer une liste alternative avant le 7 juin à 12h00. La, ou les liste(s), seront envoyées aux adhérents.

Pour être candidat à la candidature, il faut justifier d'au moins trois ans de présence au Parti Socialiste et être à jour des cotisations d'adhérent et d'élu.

Droit de réponse

Suite à la publication de l'interview publiée la semaine dernière et intitulée « Non aux accords du 22 mars », nous avons reçu une mise au point de Patrick Jagaille dont nous publions quelques extraits :

« Les droits rechargeables, décidés dans l'accord Sécurisation de l'emploi de janvier 2013, vont devenir effectifs et sécuriser les parcours des demandeurs d'emploi les plus précaires. Un demandeur d'emploi, qui reprend une activité en cours d'indemnisation, " recharge " son droit restant avec les nouveaux droits issus de sa reprise d'emploi :

- la recharge se fait à partir de 150 heures ;

- la recharge se fait à 100 % : un jour travaillé = un jour indemnisé ;

- ce droit est acquis pour tous les demandeurs d'emploi.

2,5 millions de personnes peuvent en bénéficier ;

- plus de 1 million de personnes verront la date de leur fin de droit retardée si elles retravaillent. Leur accès à la formation plus longue sera facilité.

L'indemnité activité réduite est simplifiée et plus incitative grâce à la suppression des seuils.

Le nouveau calcul du différé d'indemnisation ne pénalise pas les salariés licenciés économiques, il dissuade les

entreprises qui utilisent abusivement des ruptures conventionnelles à l'encontre de l'emploi des seniors.

L'accord maintient les annexes 8 et 10, relatives aux intermittents du spectacle, dans le régime général. Sur ce sujet, la CFDT a obtenu une concertation entre l'État et les partenaires sociaux. La CFDT souhaite que cette discussion débute très rapidement. Face à l'inquiétude et la défiance, face à ceux qui disent que tout va mal, la CFDT a pris ses responsabilités et obtenu davantage de droits pour les salariés et les chômeurs. Dans cette négociation, la CFDT a fait progresser les règles de l'assurance chômage pour mieux prendre en compte la situation des salariés les plus précaires et la sécurisation des parcours de tous. »

Armée : rétablir la confiance



Patricia Adam a réagi au 8^e rapport annuel du haut comité d'évaluation de la condition militaire consacré, cette année, à l'administration des militaires.

« Il comporte de nombreux enseignements sur la gestion et le bilan des réformes entreprises sous la précédente législature », indique la députée.

Le premier concerne la mise en œuvre des bases de défense et la réorganisation du soutien des forces.

« Menée dans la précipitation, la restructuration du ministère de la Défense, entreprise en 2008, a engendré des défaillances graves dans le fonctionnement des armées. Elle a désorganisé le soutien de proximité et, en particulier, la gestion des ressources humaines. La dégradation des conditions de vie qui en a résulté a touché les militaires les plus jeunes et les moins gradés ».

Les dysfonctionnements du logiciel de paye Louvois constituent l'échec le plus grave de la réforme passée, au point qu'il a fallu l'abandonner. Du fait des mesures prises en 2008, ce logiciel a fragilisé des milliers de familles jusqu'à conduire certaines d'entre elles à recourir aux « Restos du cœur » pour subvenir à leurs besoins. Ce scandale a peut-être trop longtemps été passé sous silence.

« Le second enseignement qu'inspire la lecture du rapport du haut comité d'évaluation de la condition militaire se rapporte à

la situation actuelle. Il incombe à la majorité de rétablir la confiance que les militaires ont dans leur administration. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'y emploie depuis deux ans, avec le soutien de la majorité. »

Encadrement des stages

« La fin des abus et un strict encadrement des stages seront prochainement une réalité »

Le Parti Socialiste s'est félicité de l'adoption de la proposition de loi visant à encadrer cette pratique par le Sénat, après son adoption par l'Assemblée nationale en février dernier.

Ce vote scelle l'engagement et le combat du Parti Socialiste en faveur de la jeunesse et de son avenir.

« Le recours massif aux stagiaires et l'absence d'encadrement ont abouti à des situations intolérables et une précarisation de notre jeunesse, auxquelles cette loi mettra un terme définitif ».

Désormais, le nombre de stagiaires dans l'entreprise sera limité à un pourcentage des effectifs ; la désignation d'un tuteur sera rendue obligatoire et celui-ci ne pourra avoir plus d'un certain nombre de stagiaires à sa charge, afin de garantir à l'étudiant un suivi et une formation de qualité ; les stages hors cursus - qui se substituaient à des contrats de travail - sont désormais illégaux, et ceux de plus de deux mois devront être rémunérés dès le premier jour. Les stagiaires bénéficieront enfin de l'accès aux droits les plus essentiels des salariés, qu'il s'agisse de congés payés ou des avantages sociaux, dont bénéficient déjà les salariés de l'entreprise.

Annonces légales & judiciaires

Par un acte sous seing privé en date du 13 mai 2014, il a été constitué une société ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :

AUTO OUEST COURTAGE.

Capital : 1 000 euros.

Siège social : 13, rue Jean Jaurès - 29000 QUIMPER.

Objet : Achat, vente, dépôt-vente, import/export, location de véhicules.

Durée : 99 ans.

Président : Monsieur QUIKO Mickaël demeurant 28, avenue Auguste Gantier - 29000 QUIMPER.

Directeur général : Monsieur MERCER Mathieu demeurant 117, avenue du Corniguel - 29000 QUIMPER.

Clause d'agrément : Soumise à agrément dans les autres cas.

Admissions : Chaque action détenue donne droit à une voix lors d'une assemblée.

La société sera immatriculée au RCS de QUIMPER.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428

N° 1050 - Vendredi 23 mai 2014

www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON

Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros

Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

